

Daewoo ... To be or not to be ... a scandal ...

Tribune.com – Tribune libre du 23 juin 2009, par Lalatiana

L'affaire Daewoo et de ses 1.3 millions d'ha de terres arables accordées à la Corée du Sud en bail emphytéotique par le gouvernement de Ravalomanana, argument de sa déstabilisation, valait elle le scandale qui en a été fait ?

A l'époque les surfaces envisagées ont été vues comme effarantes... 1,3 millions d'ha le chiffre paraissait monstrueux : la moitié de la Belgique ... !!!!

Aujourd'hui, les projets chinois au Congo, en Zambie, au Soudan ou en Tanzanie ont largement dépassé le cap du million d'ha et pour autant n'émeuvent plus que les organisations écologiques et altermondialistes. On a de la même manière oublié qu'au Brésil c'est de 6 millions d'ha qu'il s'agit depuis le début des années 2000.

Quant à Madagascar, selon l'opinion largement installée par les médias, l'opération ne servait que les seuls intérêts du géant Coréen qui « lésait » largement notre pays et nos paysans.

Mais a-t-on jamais évalué réellement quels étaient les enjeux réels du dossier pour les DEUX parties ? La réponse à cette question a souvent été traitée de manière univoque, en écho à une inquiétude somme toute légitime parce que :

- ▶ Le peu de transparence des modalités et des circuits d'investissement laissaient craindre une aggravation de la corruption.
- ▶ La consultation des populations locales sur le projet n'a pas été lisible, laissant envisager qu'elles avaient été tenues à l'écart ou même pire qu'elles avaient carrément été spoliées,
- ▶ La société civile a été tenue à l'écart du dossier,
- ▶ Enfin, sur la colère d'avoir vu brader le caractère sacré de la terre, s'est en plus greffé un argument écologique : l'exploitation agricole massive et intensive de ces terres représente un risque en termes de préservation de la diversité biologique mais aussi un risque en termes de sécurité de la production alimentaire détournée vers des cultures intensives d'exportation.

Quels étaient les enjeux pour la Corée ?

Il faut bien voir que la Corée, pour sa survie et son indépendance alimentaire (la Corée du Sud est parmi les 5 premiers importateurs mondiaux de céréales) tenait à s'assurer à *long terme* et à *moindre coût* d'un espace agricole avant que la ruée des investisseurs Saoudiens, Koweïtiens, et autres Qataris, Libyens, Djiboutiens, Bahreïnais, sur ce nouvel or vert ne fasse augmenter son prix. La chute des revenus du pétrole et sa disparition annoncée engagent des enjeux de survie essentiels pour ces pays riches en pétrole, mais pauvres en ressources agricoles et en eau et, de fait, en état de dépendance alimentaire critique à moyen terme. La Chine et l'Inde qui ont de la même manière lancé des opérations tout aussi gigantesques, voient aussi dans ces opérations des enjeux vitaux pour la sécurité alimentaire future de leurs populations.

Les enjeux sont forts ... Suffisamment pour que le « gel » de l'opération sur Madagascar ait été immédiatement suivi de l'annonce d'un contrat (Avril 2009) de 690 000 hectares au Soudan.

Mais on ne doit pas perdre de vue qu'à la base dans ce genre de deal, tout comme les deals pétroliers, les durées et les volumes envisagés sont tels que raisonner et évaluer sur du court terme est une erreur primaire. Qui plus est, **aujourd'hui**, dans ce genre de projet pharaonique avec les moyens d'information (et de désinformation) actuels, avec l'audience et la vigilance des altermondialistes, il est peu probable qu'une relation qui ne soit pas établie sur un mode gagnant – gagnant à court, moyen et long terme puisse politiquement perdurer.

La haine que certains éprouvaient envers Ravalomanana les a poussés à voir dans ce dossier au pire un crime de haute trahison, au mieux de l'incurie de sa part. Mais doit on, à l'identique, imaginer qu'un gouvernement et un géant coréens qui investissent massivement dans plusieurs projets (Russie, Soudan ...) pour répondre à des enjeux vitaux d'approvisionnement agricole, soient d'une incompétence telle qu'ils ne se seraient pas préoccupés de la pérennité de leur investissement...

La question de la terre est une *bombe politique*. Les Coréens comme les indiens, comme les saoudiens de demain avaient tout intérêt à négocier un accord équilibré sur le long terme.

Le phantasme du colonialisme associé à l'image des indiens chassés de leurs terres pour être parqués dans leurs réserves nous ont profondément marqués en termes d'inconscient collectif ... Ils nous ont tellement marqués que personne ne s'est levé pour envisager le moindre intérêt et bénéfice pour Madagascar .

Quels étaient les enjeux pour Madagascar ?

Les bénéfices directement induits par l'opération n'étaient pourtant pas négligeables ... à titre d'ordre d'idées, à raison de 20 000 \$ du km de route réhabilitée et 12 000 \$ salle de classe on aurait en théorie, si on devait répartir par moitié le budget d'investissement initialement prévu de 7 000 000 000 de \$: 175 000 kms de routes !!!! Et 300 000 salles de classes ... !!!

Dans l'émotion, dans la manipulation, dans l'excès d'idéologie, on en a oublié les fondamentaux : en termes de théorie du développement, les enjeux de l'agriculture sont d'abord la satisfaction des besoins alimentaires essentiels, puis la production d'excédents ... On a tiré très tôt sur le pianiste, par manque de transparence et de communication à l'origine de son projet, il est vrai. Mais s'est on posé les bonnes questions ?

À moins de 7,5% de croissance annuelle de la production agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne, et ce quel que soit le mode de production agricole choisi, en biologique, en expérimental ou en extensif, en durable ou en agro-industriel, il reste que faute d'investissement massif dans l'agriculture, les objectifs 2015 du Millénaire de réduction de la famine et de la pauvreté ne seront pas atteints. Ce qui veut dire que à moins d'investissements massifs dans le domaine, la condition de nos populations paysannes ne peut évoluer durablement.

Les besoins d'investissement publics sont dans cette région de l'ordre de 14 milliards \$ annuels, investissements indispensables en termes d'irrigation, d'infrastructures, de recherche, valorisation des sols, de mise en place de politiques foncières⁽¹⁾ ... Pourquoi se priver d'un projet qui se négociait en termes d'investissements en irrigation, infrastructures, recherche, valorisation des sols ?

Par ailleurs, on peut bien évidemment remettre en cause le système capitaliste actuel, la finance devenue folle, la mondialisation outrancière... Mais le phénomène « d'accaparement des terres agricoles » auquel on assiste aujourd'hui n'est-il pas aussi une des facettes de la délocalisation ... Après avoir délocalisé l'industrie, après avoir délocalisé les services, **on délocalise désormais l'agriculture...**

Et qui donc pourra dire que les **délocalisations des industries et des services n'ont pas apporté de richesse aux pays d'accueil ?**

Les irresponsables capables d'asséner « les routes ne donnent pas à manger » ont-ils pris en compte que les enjeux de ces infrastructures sont vitaux pour le désenclavement des zones rurales, pour la circulation des marchandises, pour la distribution des récoltes sur les marchés et donc pour les revenus paysans.

Il faut aussi prendre en compte une réalité : la mise en valeur des surfaces en question pouvait elle se résoudre sur la ressource des seuls paysans locaux, avec la faiblesse endémique de moyens qui caractérise le monde paysan malgache, en attendant que l'Etat dégage suffisamment de moyens pour réinvestir massivement dans la résolution de ce problème agricole ?

En dernier ressort, il ne faut pas non plus oublier que la valorisation des terres répond aussi à une urgence de lutte contre l'érosion de nos sols.

En conclusion

Les directives et actions du MAP, qui visaient en particulier la sécurisation du foncier, contredisent l'idée que le projet Daewoo n'était que spoliation des paysans malgaches. Le plan de normalisation du foncier voulait enregistrer et formaliser les titres des petits propriétaires (75% d'enregistrement envisagé à l'horizon 2015), et devait sécuriser ces dits petits propriétaires paysans face aux grands projets agricoles.

Par ailleurs, face aux enjeux mondiaux en termes de sécurité alimentaire et d'eau, ces grands projets agricoles ne sont pas une voie immédiate pour que le pays reprenne la place à laquelle il a droit dans le grand concert des nations du XXI^{ème} siècle.

On décidera ainsi que l'affaire Daewoo était un scandale quand on nous aura prouvé que les intérêts long terme du pays ont été sacrifiés aux bénéfices sordides à court terme de Ravalomanana.

Daewoo pouvait être une formidable opportunité, à condition de veiller à l'équilibre de la transaction tout en préservant l'environnement, les traditions, en bref en veillant à l'avenir de nos enfants. Le scandale aura été l'utilisation sordide, politicienne et populiste de ce dossier sans avoir aucunement pris en compte l'intérêt REEL des populations et du pays ... Des opposants un tant soit peu responsables et attachés à l'intérêt de leur pays, auraient dû se battre pour :

- Exiger plus de transparence
- Défendre les intérêts éventuellement lésés des masses paysannes,
- Veiller au respect de l'environnement,
- Veiller à une répartition juste des résultats à moyen et long terme

Au lieu de hurler « au RavallLoouuuuuuup !!!!! » sans plus de réflexion.

L'autre scandale sera bien évidemment qu'après tout ce battage, le dossier Daewoo n'ait au bout du compte même pas été enterré⁽²⁾. Ou qu'il soit remplacé par un dossier Saoudien ou Qatari ou Koweïtien ... Si c'est pour le bénéfice du pays et de nos paysans je n'irai pas m'en plaindre ... Mais le cynisme et l'hypocrisie derrière tout ça sont insupportables.

Notes : ⁽¹⁾ Braun, Joachim. 2008. *Agriculture, food security, and the MDGs. MDG -Review (October)*
⁽²⁾ « After months of sometimes violent protests in which dozens of people died, earlier this year the President of the Republic of Madagascar was removed from office. However defying all pronouncements of his successor, Daewoo continues to surreptitiously hold some 218,000 hectares of appropriated land » (<http://www.regenwald.org/international>).

Une réaction à cet article :

L'équipe TGV ne s'est effectivement pas privé de récupérer et d'attiser le fort potentiel émotionnel du dossier Daewoo. Erigée en symptôme du caractère amoral et prédateur du régime Ravalomanana, l'affaire a suscité une haine telle que tout débat de fond est devenu impossible. Ce qui est désolant dans tout cela c'est que le mot Daewoo a, semble-t-il, occulté tout le reste à tel point qu'on semble prêt à accepter n'importe quel investisseur à condition qu'il ne soit pas Sud-Coréen. Je force un peu le trait bien sûr mais il y a de cela malgré tout. Rappelez-vous l'accueil fait à cette drôle de délégation saoudienne au mois d'avril... J'apprécie donc que ce point soit fait par le journaliste et j'espère que les vigilances sauront restées en alerte.

En revanche, je ne partage pas les regrets du journaliste au sujet des potentielles retombées positives que les Malgaches auraient omis de voir dans ce contrat. Je suis en effet sceptique quant à la préoccupation d'un opérateur privé en faveur d'une redistribution équitable et durable des fruits de ses investissements. Certes, la construction de routes pourrait permettre de désenclaver certaines régions. Mais lesquelles et surtout au profit de qui? Il faut bien commencer quelque part, me direz-vous. Quant à la valorisation des

terres, bien sûr elle est nécessaire mais comme Lalatianana l'indique lui-même en début d'article, rien ne garantissait que la culture envisagée fût soucieuse du développement durable du pays. N'y avait-il pas risque au contraire d'un appauvrissement des sols et d'une menace à la biodiversité dans ce qui s'annonçait comme une exploitation intensive de la terre? Si cet accord (ou protocole d'accord) avait de quoi servir le bien commun, comme le suggère le journaliste, pourquoi le précédent régime n'en a-t-il pas fait la publicité? Pourquoi n'a-t-il rien fait, sinon renier l'existence de l'accord, au moment où l'affaire déchaînait la polémique? Le problème vient d'un manque de communication, explique le journaliste. Mais n'est-on pas précisément en droit de se demander pourquoi? Pourquoi ce silence? Pourquoi tant d'opacité? L'équipe dirigeante devait avoir ses raisons pour cacher les tractations en cours, et je doute que celles-ci se résument à la conscience inquiète de l'attachement des Malgaches à la terre de leurs ancêtres...

Je ne partage pas non plus cette idée que vendre ses terres à un pays tiers constitue un bon moyen de s'inscrire dans le concert des nations.

Mathilde